Asie du Sud-Est, la fin des parenthèses démocratiques – Le « modèle chinois »

lundi 9 juillet 2018, par PHILIP Bruno (Date de rédaction antérieure : 29 juin 2018).

De Rangoun à Manille, le modèle de développement postcommuniste chinois – mélange d'autoritarisme en politique et de libéralisme en économie – s'impose dans la région.

Sommaire

- En Birmanie, le désenchantemen
- Péronisme subtropical aux
- La Thaïlande, royaume du (...)
- Cybersécurité au Vietnam
- Exceptions en Malaisie et en

La plupart des nations du Sud-Est asiatique ont désormais refermé les parenthèses démocratiques – ou considérées comme telles – que certaines avaient pu ouvrir dans le passé. Cette zone géographique ne s'était certes jamais distinguée, dans son ensemble, pour son libéralisme en politique et son respect excessif des droits du citoyen. Mais la grande majorité des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), organisation notoirement désunie, semblent être désormais tous, ou presque, tombés d'accord pour renoncer dans un bel ensemble au modèle de la démocratie à l'occidentale.

Au commencement de cette année, le directeur de l'Institut des études internationales de la prestigieuse université Chulalongkorn de Bangkok, Thitinan Pongsudhirak, a fait cette sombre prédiction dans un article publié sur le site de la *Nikkei Asian Review*, au Japon : « L'année 2018 va marquer le début d'une période durant laquelle les principes d'autoritarisme total [imposés par] de semi-démocraties "illibérales" vont sans doute devenir la norme en Asie du Sud-Est. »

S'il est difficile de se montrer plus pessimiste que cet intellectuel thaïlandais pour l'avenir immédiat, force est de constater que, même lorsque subsistent dans la région les apparences d'une sorte de système démocratique – notamment par le biais du recours régulier au scrutin législatif –, c'est souvent pour dévoyer la lettre, sinon l'esprit, de la démocratie.

LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT POSTCOMMUNISTE CHINOIS – MÉLANGE D'AUTORITARISME EN POLITIQUE ET DE LIBÉRALISME EN ÉCONOMIE – S'EST IMPOSÉ DANS LA RÉGION

En réalité, c'est le modèle de développement postcommuniste chinois – mélange d'autoritarisme en politique et de libéralisme en économie – qui s'est imposé dans la région.

Pour l'analyste Joshua Kurlantzick, du cercle de réflexion américain Council on Foreign Relations, « la Chine offre une alternative viable au [modèle de développement] proposé par les principales démocraties libérales ». Il estime que « ce système pose le défi le plus sérieux aux démocraties capitalistes depuis l'émergence du communisme et du fascisme, dans les années 1930 ». Selon lui,

« à la suite de la crise économique globale, les leaders africains, asiatiques et latino-américains étudient de très près le modèle chinois qui, in fine, contribuera au déclin de la démocratie dans leurs propres pays ». Exit le « Washington consensus », place au « Beijing consensus » !

Cette évolution est ainsi comparable à celle qui avait été observée en Chine après le massacre de Tiananmen, en 1989 : le « contrat social » à la chinoise passé entre le régime pékinois et son peuple assure la stabilité, le Parti communiste (PCC) garantissant aux citoyens la prospérité. Le « contrat » fait des émules en Extrême-Orient.

Dans le camp de Shamlapur (sud-est du Bangladesh), le 24 mars, des réfugiées rohingya réhaussent les rives d'un ruisseau avant la mousson.

En Birmanie, le désenchantement

Depuis le putsch de 1962, la Birmanie était sous la coupe de juntes militaires. Alors, quand, le 1er avril 2016, l'ancienne dissidente et prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi prend les rênes du premier gouvernement élu depuis plus de six décennies, on a bien cru que le Myanmar (en birman) allait devenir le symbole même des espoirs démocratiques de toute une région.

Mais les thuriféraires de Suu Kyi, un temps auréolée du statut de « déesse de la démocratie », ont dû déchanter. Sans parler des minorités ethniques de Birmanie (30 % de la population) et des rares intellectuels et activistes des droits de l'homme osant encore, là-bas, critiquer le nouveau régime « démocratique ». Tous sont inquiets de voir que s'est nouée dans leur pays une alliance de fait entre « Daw » (Madame) Suu, l'ancienne bête noire des militaires, et l'armée… La Birmanie constitue l'exemple le plus récent de la dérive générale vers l'autoritarisme en Asie du Sud-Est.

Depuis que les musulmans rohingya ont dû fuir au Bangladesh voisin par centaines de milliers, après avoir été chassés de leurs villages par des opérations de « nettoyage » militaires d'une brutalité inouïe, l'ex-« dame de Rangoun » fait la sourde oreille aux critiques occidentales. Murée dans son bureau de la capitale, Naypyidaw, elle nie les exactions de la soldatesque birmane et semble avoir pris le parti des militaires, tout en conspuant médias internationaux, pays occidentaux, Nations unies (ONU) et ONG. Même si elle confie en privé que ses relations avec la Tatmadaw (l'armée) restent difficiles et complexes, il y a de quoi être inquiet pour la suite des événements.

Les conséquences du processus de démocratisation mis en place au lendemain de l'« autodissolution » de la junte militaire en 2011 (libération de la plupart des prisonniers politiques, fin de la censure, rétablissement du droit de manifester, etc.) restent cependant, à bien des égards, une réalité. Mais ce processus, encore inachevé, s'accompagne aujourd'hui de l'émergence d'un virulent nationalisme bamar, du nom de l'ethnie majoritaire, que soutiennent et parfois encouragent certains moines extrémistes et antimusulmans du clergé bouddhiste.

Les lois passées au Parlement, dominé par le parti de Suu Kyi (Ligue nationale pour la démocratie, NLD), renforcent de surcroît les restrictions contre les journalistes et les opposants, réduisant les marges de liberté en vigueur au début de la présidence (2011) de l'ancien président Thein Sein. Celui-ci, qui était chef de l'Etat avant que la « Lady » n'arrive au pouvoir, avait lui-même été premier ministre lors des dernières années du régime militaire. Terrible ironie de l'Histoire pour l'ex-icône mondialisée du symbole de la lutte pour la démocratie : sous son « règne », la situation est, au plan des libertés publiques, moins enviable que durant le gouvernement précédent, régime d'ex-généraux issus de la junte !

Péronisme subtropical aux Philippines

Autre grand pays naguère symbole de l'avènement de libertés postdictatoriales, les Philippines sont en pleine régression : cette nation saluée autrefois pour sa remarquable révolution du « people power » qui détrôna, en 1986, le dictateur Ferdinand Marcos, dérive lentement mais sûrement vers une sorte de « péronisme » subtropical.

Le nouveau président Rodrigo Duterte, élu en mai 2016, est un personnage haut en couleur, prompt à l'invective – il a traité Barack Obama et le pape de « fils de pute » – dont la carrière s'est faite hors du cercle des élites de Manille.

La campagne antidrogue qu'il a lancée depuis son intronisation est d'une rare violence, même selon les critères philippins : près de 4 000 dealeurs et consommateurs ont été tués par la police, selon les chiffres officiels, une vingtaine de milliers, selon un sénateur de l'opposition. Cette campagne - devrait rester dans l'Histoire comme la marque d'un pouvoir de plus en plus délirant : mi-mars, le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al-Hussein, a estimé que le chef de l'Etat philippin devrait se soumettre « à une évaluation psychiatrique ».

La Thaïlande, royaume du putsch permanent

Pays prospère et central de la région, la Thaïlande – ce royaume du coup d'Etat militaire permanent – a souvent été le théâtre de sanglantes répressions orchestrées par des tyrans à casquette. Elle a pourtant été parfois dirigée, dans son histoire récente, par des gouvernements élus et s'était offert le luxe, il n'y a pas si longtemps, d'élire ses parlementaires. En 1997, elle osa même se doter d'une Constitution considérée par beaucoup comme très démocratique. Glisser son bulletin de vote dans l'urne était ainsi devenu, aux dires des Thaïlandais eux-mêmes, chose précieuse et acte désiré.

Mais là aussi, la parenthèse s'est refermée : depuis le 22 mai 2014, date du douzième putsch depuis 1932, la Thaïlande est de nouveau dirigée par un gouvernement de généraux à la compétence et à la probité discutables, qui ne cessent de repousser la date des prochaines élections. Quand celles-ci auront lieu, sans doute début 2019, il est déjà acté que les militaires resteront, dans l'ombre, les maîtres du pouvoir, grâce au passage par référendum en 2016 d'une nouvelle Constitution.

Cybersécurité au Vietnam

Le tableau n'est pas plus reluisant quand on se déplace encore plus à l'est de cet Orient extrême. Les pays de l'ex-Indochine française (Vietnam, Cambodge, Laos) ont beau n'avoir jamais connu la démocratie, ils ont réussi ces derniers temps à serrer un peu plus les vis du carcan qui muselle les citoyens de ces nations, sous contrôle de partis communistes (Laos et Vietnam), ou sous celui d'un tyran local (le premier ministre Hun Sen au Cambodge).

Au Vietnam, où se poursuit une virulente campagne anticorruption qui a vu des responsables de la compagnie PetroVietnam ainsi qu'un ancien membre du Politburo être condamnés à de lourdes peines de prison, les députés de l'Assemblée ont approuvé, début juin, une loi sur la cybersécurité : celle-ci va permettre aux autorités d'obliger Facebook et Google de retirer dans les vingt-quatre heures tout commentaire critique à l'encontre du régime.

Pour Clare Algar, d'Amnesty international, « l'espace Internet était le seul endroit où les gens pouvaient échanger des opinions et des idées en étant relativement protégés de la censure. Avec

cette loi qui donne au gouvernement des pouvoirs considérables pour contrôler les activités des internautes, il n'y a plus d'espace pour s'exprimer sans crainte ».

L'opposant malaisien Anwar Ibrahim, à sa sortie de prison, à Kuala Lumpur, le 16 mai. Il pourrait devenir le prochain premier ministre de Malaisie.

Exceptions en Malaisie et en Indonésie

Dans ce paysage régional dévasté sur le plan des libertés politiques, seules l'Indonésie et, très récemment, la Malaisie, avec la victoire surprise de l'opposition aux élections législatives du 8 mai, apparaissent presque comme de curieuses exceptions démocratiques…

Mahathir, 92 ans, ancien premier ministre autoritaire de la Fédération malaisienne entre 1981 et 2003, s'est en effet allié avec une coalition des partis de l'opposition, à la veille du scrutin de début mai, pour « dégager » le chef du gouvernement Najib Razak. Celui-ci personnifiait depuis neuf ans un régime corrompu, autoritaire et parfois violent à l'égard de ses détracteurs. Ce qui vient d'advenir en Malaisie, après la défaite du parti de « Najib » aux élections, est un tournant remarquable et remarqué. Une « aube nouvelle », comme s'est écrié l'ancien opposant Anwar Ibrahim à sa sortie de prison, le 16 mai. Affaire à suivre.

Quant à l'Indonésie, depuis le renversement du dictateur Suharto en 1997, l'archipel a réussi à consolider ses institutions démocratiques.

Mais les nuages s'accumulent dans le ciel du plus grand pays musulman de la planète : il fait face à une redoutable montée de l'intolérance des influents milieux islamo-conservateurs, tout en restant à intervalles plus ou moins réguliers la cible du terrorisme djihadiste. On l'a encore vu récemment lors des sanglants attentats antichrétiens de Surabaya, le 13 mai : quatorze morts et des dizaines de blessés.

« L'EXPANSION ÉCONOMIQUE DANS LA RÉGION PERMET [AUX RESPONSABLES POLITIQUES] D'EMPÊCHER LA GROGNE SOCIALE »

Comment expliquer ce succès du modèle d'illibéralisme qui émerge ou se consolide, à la manière de ce qui est en train de se passer en Europe de l'Est ? Malgré cet effet miroir, cette tendance à l'autoritarisme dans l'Asie tropicale ainsi que le recours à l'utilisation de politiques populistes ont des causes inverses à celles pouvant expliquer les phénomènes semblables au sein de ce qui fut le pré carré de l'ex-Union soviétique.

Le professeur Pongsudhirak répond à la question en affirmant que « c'est l'expansion économique dans la région qui permet [aux responsables politiques] d'empêcher la grogne sociale ». Selon cette théorie, ce serait donc l'élévation du niveau de vie – dont il convient de relativiser le succès selon les pays – qui aurait siphonné les aspirations démocratiques de la sphère politique…

La période qui suivit la fin de la guerre froide, incarnée par la chute du mur de Berlin et le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan (1989), avait pu augurer d'une certaine libéralisation politique en Asie du Sud-Est, région marquée par l'autocratisme des décennies précédentes. L'expert Joshua Kurlantzick rappelle ainsi qu'entre la fin des années 1980 et 2010 la plupart des pays d'Asie du Sud-Est avaient fait des progrès significatifs vers un fonctionnement démocratique.

Outre la fin de la rivalité Est-Ouest, plusieurs facteurs ont contribué à cette évolution. Selon M. Kurkantzick, « l'émergence de la classe moyenne après quelques décennies de croissance

rapide » combinée à la modernisation des technologies de l'information avaient permis à cette même classe moyenne urbanisée « de défier leurs gouvernements autoritaires ». Cela s'appliqua, durant diverses périodes, à la Thaïlande, aux Philippines, à l'Indonésie. Une page semble aujourd'hui s'être tournée.

L'évolution actuelle de l'Asie du Sud-Est n'illustre peut-être pas vraiment le déclin d'un concept de démocratie qui ne s'était jamais solidifiée dans les pays où elle s'était imposée comme système politique : pour qu'il y ait déclin de quelque chose, encore faudrait-il que ce quelque chose eût existé… Comme le remarque Thomas Pepinsky, professeur associé au « Programme Asie du Sud-Est » de l'université Cornell, aux Etats-Unis, « la vraie perspective de l'état de la démocratie [dans la région] n'est pas tant la menace d'une marche arrière [vers l'autoritarisme] : c'est plutôt la force de l'installation d'un autoritarisme durable dans des pays déjà non démocratiques ».

Bruno Philip (Bangkok, correspondant en Asie du Sud-Est)

P.-S.

* LE MONDE | 29.06.2018 à 11h56 • Mis à jour le 01.07.2018 à 06h53 : https://abonnes.lemonde.fr/international/article/2018/06/29/asie-du-sud-est-la-fin-des-parentheses-democratiques_5323137_3210.html